

SOUDAN

Meurtres, enlèvements d'enfants et détentions arbitraires dans le Darfour

Index AI : AFR 54/005/2004

ÉFAI

Mercredi 7 janvier 2004

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Le gouvernement soudanais et l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS) signent actuellement un accord centré sur le partage des revenus du pétrole et autres ressources. Parallèlement, les habitants de la région du Darfour continuent de subir le conflit qui oppose toujours le gouvernement et ses partisans à deux groupes armés d'opposition, l'Armée de libération du Soudan (ALS) et le Mouvement Justice et Égalité (MJE).

« Il est impossible de conclure un accord de paix durable au Soudan lors même que se répètent dans le Darfour les atteintes aux droits humains ayant marqué la guerre qui a ravagé le sud du pays, a déclaré Amnesty International. D'importants progrès ont été réalisés lors des pourparlers de paix organisés au Kenya en vue de parvenir à un accord entre le gouvernement et l'APLS. Pendant ce temps, dans le Darfour, le conflit et la crise humanitaire se sont aggravés.

« Amnesty International reçoit des listes de centaines de civils tués et de villages détruits. L'organisation dispose également d'une liste regroupant les noms des enfants qui auraient été enlevés par les milices armées par le gouvernement. »

Selon les chiffres des Nations unies, 3 000 personnes – des civils pour la plupart – ont déjà trouvé la mort au cours de ce conflit. Si l'armée de l'air soudanaise bombarde des villages, la majorité des meurtres et des destructions sont le fait des milices soutenues par le gouvernement, connues sous le nom de *Janjawid*. Au cours de la semaine dernière, les forces armées du gouvernement et les *Janjawid* auraient tué plus de 200 personnes, essentiellement des femmes et des enfants, et attaqué un grand nombre de villages situés à la périphérie de la ville de Zalingei, dans le Darfour occidental. Les habitations ont été incendiées et le bétail et les biens pillés. Quelque 7 000 personnes ayant dû s'enfuir de chez elles se seraient réfugiées dans la brousse aux alentours de Zalingei ou seraient en route pour le Tchad. La plupart de ces civils déplacés ont besoin de nourriture et de soins médicaux.

Pas moins de treize personnes, dont des enfants âgés de neuf ans seulement, auraient été enlevés par les *Janjawid* dans le village de Maun, près de la ville de Kornoy, le 2 janvier 2004. D'autres informations ont fait état d'enlèvements touchant des enfants et des adultes.

« Ces informations rappellent de manière inquiétante les enlèvements qui ont eu lieu dans la région du Bahr el Ghazal, dans le sud du pays, au plus fort du conflit avec l'APLS, de 1983 à 2002, a indiqué Amnesty International. Au moins 12 000 personnes, majoritairement des enfants et des jeunes hommes appartenant aux groupes ethniques du sud, avaient alors été kidnappés par les milices du nord soutenues par le gouvernement soudanais. »

Depuis avril 2003, on assiste à un exode massif en provenance des zones du Darfour qui sont le théâtre d'attaques. Plus de 700 000 personnes ont quitté leur foyer, se réfugiant pour la plupart dans d'autres villes de cette région, tandis que plus de 90 000 ont franchi la frontière tchadienne. Les villes du Darfour ont doublé, en raison de l'arrivée de ces personnes déplacées. Cependant, le gouvernement soudanais envenime la crise humanitaire dans cette région en laissant visiblement toute latitude aux milices pour attaquer, tuer et détruire, tout en restreignant les déplacements des organisations humanitaires. La communauté internationale a bien versé une aide, mais les agences humanitaires ne sont guère en mesure d'établir le contact avec les réfugiés qui ont désespérément besoin d'une assistance humanitaire.

D'autre part, soupçonnés d'être des sympathisants de l'opposition au Darfour, de très nombreux militants ont été interpellés dans cette région. Ils sont maintenus en détention au secret, sans avoir été inculpés et sans pouvoir bénéficier d'un réexamen judiciaire. Beaucoup ont rapporté avoir été battus ou avoir subi d'autres formes de mauvais traitements ou de torture au cours de leur détention.

Amnesty International a réitéré son appel en faveur du déploiement immédiat d'observateurs, incluant une composante internationale des droits humains, et de l'envoi d'une commission chargée d'enquêter sur la crise qui sévit dans le Darfour. ●

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>